

Regard sur l'**Economie** et les **Entreprises Lyonnaises**

Novembre 2019

Cadrage national et régional	2
L'emploi salarié	3
L'emploi salarié du secteur privé	4
<i>Focus : L'artisanat en 2019</i>	5
Le chômage	6
Les intentions d'embauche	7
Les difficultés des entreprises	8
L'immobilier d'entreprise et le logement neuf	9
Les principaux événements du trimestre	10
Le commerce extérieur	11

SYNTHESE

L'économie lyonnaise affiche toujours de belles performances, dans un contexte international de plus en plus incertain. Les créations d'emplois sont très dynamiques : malgré un ralentissement au deuxième trimestre, près de 15 700 emplois ont été créés en un an dans le Rhône, avec une progression plus rapide qu'aux niveaux régional et national. Dans les services aux entreprises, qui tirent la création d'emplois, le courant d'affaires est toujours bien orienté, de même que dans la construction. Les performances de l'industrie sont à souligner, avec des créations d'emplois toujours régulières et de nombreux investissements localement. On note cependant, au niveau régional, une dégradation du climat des affaires dans quelques secteurs industriels moteurs, comme l'automobile ou la métallurgie.

Le recul du chômage est un autre signal très positif pour l'agglomération lyonnaise. Le taux de chômage dans la Métropole de Lyon est en baisse et s'établit à 8,2 %, son plus faible niveau depuis dix ans. Parallèlement, le nombre de demandeurs d'emploi recule enfin en septembre 2019, pour la première fois depuis 2008 pour les catégories ABC.

D'autres indicateurs témoignent de la résistance de l'économie lyonnaise : le marché des bureaux atteint un nouveau record, les levées de fonds affichent des montants importants, les défaillances sont au plus bas. La conjoncture est également favorable pour les entreprises artisanales, comme le souligne le focus proposé par la Chambre de métiers et de l'artisanat du Rhône.



Note méthodologique

Un indicateur du climat des affaires (ICA) permet une lecture rapide et simplifiée de la situation conjoncturelle. Il résume par une variable synthétique l'évolution des soldes d'opinion qui présentent des évolutions similaires dans le temps. En hausse, il traduit une amélioration du climat conjoncturel ; en baisse, sa dégradation ; 100 = moyenne de longue période.

Principales sources d'information de ce numéro

- Banque de France. Tendances régionales : la conjoncture en Auvergne-Rhône-Alpes. Octobre 2019
- Insee. Conjoncture Auvergne-Rhône-Alpes n°20. Octobre 2019
- Chambre de métiers et de l'artisanat (CMA) du Rhône. Enquête Avisé. 3^e trimestre 2019
- Pôle Emploi. Les chiffres clés du chômage Métropole de Lyon. Octobre 2019
- Urssaf Rhône-Alpes. StatUR n°19. Octobre 2019
- Insee. Point de conjoncture national. Octobre 2019
- Ministère de l'économie et des finances. Trésor-éco n°243. Septembre 2019
- OFCE. Perspectives économiques 2019-2021. Policy Brief n°58, 16 octobre 2019
- Presse nationale et locale

Un contexte international incertain

Les différents points de conjoncture publiés depuis la fin de l'été en France soulignent les modifications de l'environnement économique international. Pour l'Insee, « les risques internationaux s'accroissent ». Pour la direction du Trésor, les perspectives mondiales à l'automne 2019 sont marquées par « un ralentissement et des incertitudes ». Pour l'OFCE, « l'activité économique mondiale donne des signes d'essoufflement ». Plusieurs facteurs expliquent ces tendances : ralentissement du commerce mondial après deux années de forte croissance, dégradation de l'activité en Chine, en Allemagne et en Italie, inquiétudes géopolitiques, mesures protectionnistes prises notamment aux Etats-Unis, incertitudes liées au Brexit et crainte d'une sortie désordonnée du Royaume-Uni de l'Union européenne... Dans ce contexte, les prévisions de crois-

sance ont été revues à la baisse par la Banque centrale européenne, avec une progression du produit intérieur brut (PIB) pour la zone euro de 1,1 % en 2019 et de 1,2 % en 2020.

La situation de la France reste favorable

L'économie française montre une certaine résistance à ces incertitudes internationales. L'Insee l'explique surtout par la bonne tenue de la demande intérieure, soutenue par l'investissement des entreprises (profitant des taux d'intérêt bas), par l'investissement des administrations publiques (avec un effet pré-élections municipales) et par le maintien de la consommation des ménages (dans un contexte de progression du pouvoir d'achat). Cette résistance est également perceptible dans la robustesse des créations d'emplois et dans le dynamisme, malgré le contexte international, des exportations, tirées par l'aéronautique et la construction navale.

Indicateur du climat des affaires dans l'industrie



Source : Tendances régionales, Banque de France, octobre 2019

Indicateur du climat des affaires dans les services marchands



Source : Tendances régionales, Banque de France, octobre 2019

Une activité bien orientée dans la plupart des secteurs

Comme au niveau national, l'économie régionale résiste. Malgré une érosion du climat des affaires dans l'industrie comme dans les services (cf. graphiques), la situation n'est pas jugée inquiétante par les chefs d'entreprises interrogés par la Banque de France. Dans les services, le climat des affaires se maintient au-dessus de sa tendance de long terme et le courant d'affaires reste toujours bien orienté, particulièrement dans les secteurs du transport et du numérique, où les besoins en main-d'œuvre (et les difficultés de recrutement) restent élevés. Le climat des affaires est un peu moins favorable dans l'industrie, où l'année 2019 marque une sorte de « retour à la normale » après deux années plus fastes que la moyenne. Certains secteurs importants de la région montrent par ailleurs quelques fragilités, en particulier l'automobile, les matériels de transport et la métallurgie, avec des impacts indirects sur la sous-traitance ou sur l'emploi intérimaire. Enfin, dans le bâtiment et les travaux publics, la vigueur de l'activité ne se dément pas.

L'enquête de la Chambre de métiers et de l'artisanat du Rhône confirme la dynamique positive des entreprises artisanales, avec une croissance de l'activité marquée depuis le début de l'année (cf. focus page 5).

Un ralentissement de la croissance de l'emploi

La circonscription départementale du Rhône compte 904 850 emplois salariés au deuxième trimestre 2019, soit 30 % des emplois de la région Auvergne-Rhône-Alpes. 72 % de ces emplois relèvent du secteur marchand, 28 % du secteur non marchand (incluant la fonction publique).

Les créations d'emploi sont vigoureuses : 15 690 emplois ont été créés depuis un an dans le Rhône, soit une hausse de 1,8 %. Cette augmentation est supérieure à celle enregistrée en Auvergne-Rhône-Alpes et en France (+1,1 %). Dans la région, 33 160 emplois ont été créés en un an. On note cependant une décélération de la croissance de l'emploi au dernier trimestre, au niveau local comme au niveau national, notamment dans le secteur privé. Entre le premier et le deuxième trimestre, l'emploi salarié n'augmente que de 0,2 %

dans le Rhône, soit la plus faible croissance depuis deux ans et demi.

Construction et industrie progressent

En volume, la croissance de l'emploi est tirée par le tertiaire marchand (hors intérim), avec 11 450 emplois supplémentaires en un an (+2,6 %). Le secteur de la construction est le plus dynamique, avec une progression de +3,1 % en un an (+1 440 emplois) et une tendance qui se confirme depuis la fin 2017. L'industrie enregistre également une hausse de l'emploi continue depuis fin 2017, mais à un rythme moins soutenu : +1,0 % en un an, soit 1 100 emplois supplémentaires.

Un ralentissement est noté au deuxième trimestre 2019 dans tous les secteurs (industrie, construction, tertiaire marchand) et même un léger recul pour l'intérim et le tertiaire non marchand.

Définitions

Champ : emploi salarié total, y compris les salariés de l'agriculture, de la fonction publique et des particuliers employeurs. Données corrigées des variations saisonnières, provisoires pour le dernier trimestre

Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee

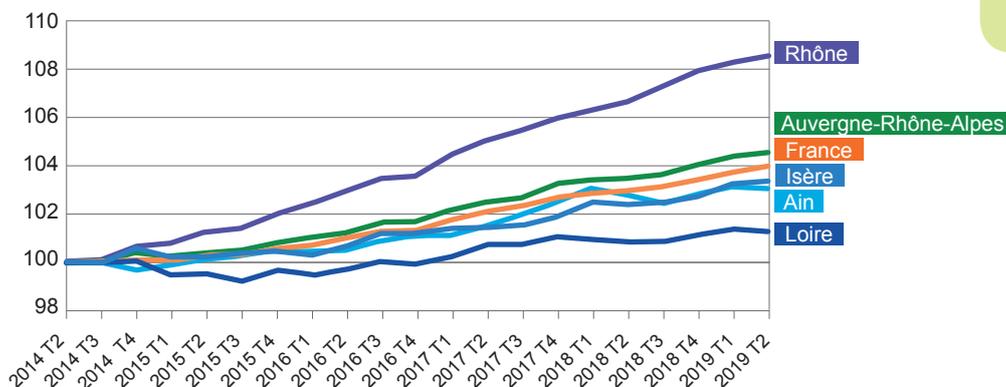
Périmètre : circonscription départementale du Rhône (Métropole de Lyon et Rhône)

Avertissement : depuis juin 2018, le champ a été élargi aux salariés de la fonction publique, de l'agriculture et de l'ensemble des particuliers employeurs. Les données d'emploi estimé présentées ici ne doivent donc pas être comparées aux publications antérieures.

Dans l'aire métropolitaine Lyon Saint-Etienne

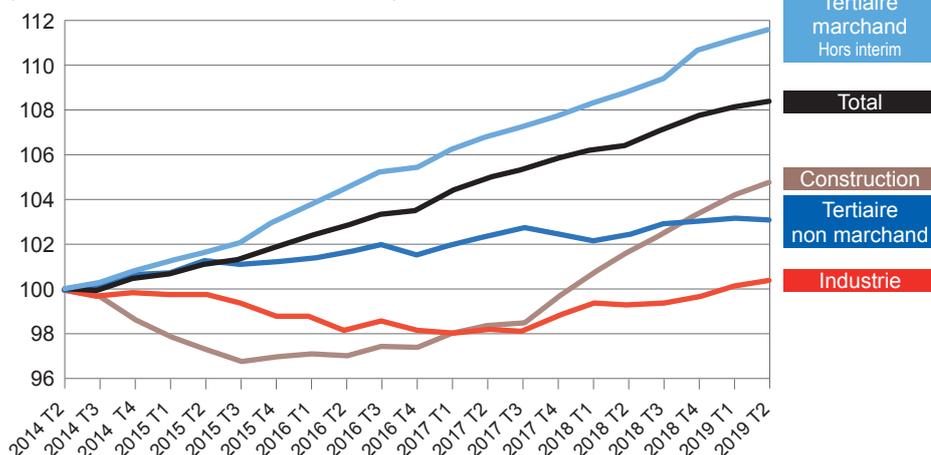
Les évolutions des autres départements de l'aire métropolitaine lyonnaise sont contrastées. L'emploi augmente de façon encore forte en Isère (+1,0 % sur un an, soit 4 780 emplois supplémentaires) mais de manière beaucoup plus modérée dans la Loire (+0,4 %, soit +1 010 emplois) et dans l'Ain (+0,3 %, soit +630 emplois). Dans ces trois départements, l'emploi salarié s'essoufle au deuxième trimestre 2019, avec même une légère baisse dans la Loire.

Evolution comparée de l'emploi salarié depuis cinq ans (en indice base 100 au 2^e trimestre 2014)



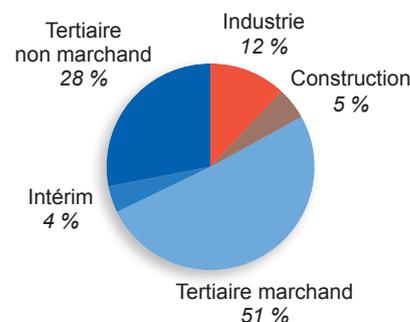
Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee

Evolution de l'emploi salarié par secteur dans le Rhône depuis cinq ans (en indice base 100 au 2^e trimestre 2014)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee

Répartition de l'emploi salarié par secteur dans le Rhône



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee 2^e trimestre 2019

Note méthodologique

Avertissement

Les données à l'échelle de la Métropole de Lyon sont fournies par l'Urssaf Rhône-Alpes. Le champ couvre l'ensemble des cotisants du secteur concurrentiel mais exclut les administrations publiques, l'éducation et la santé non marchandes, l'emploi par les ménages de salariés à domicile et les entreprises relevant de la Mutualité sociale agricole. **Le champ de l'Urssaf diffère donc de celui de l'Insee (emploi public, emploi à domicile...) : les données ne doivent pas être comparées.**

Périmètre : Métropole de Lyon

Une forte hausse dans la Métropole de Lyon...

Les établissements privés de la Métropole de Lyon emploient 600 440 salariés au deuxième trimestre 2019. En un an, la croissance des effectifs salariés atteint +2,2%, un rythme nettement supérieur à celui de la région Auvergne-Rhône-Alpes (+1,4%). Au sein de la région, le Rhône et la Savoie sont les départements où la hausse de l'emploi est la plus forte (respectivement +2,2% et +2,1%), suivie de la Drôme et de l'Isère (respectivement +1,6% et 1,5%).

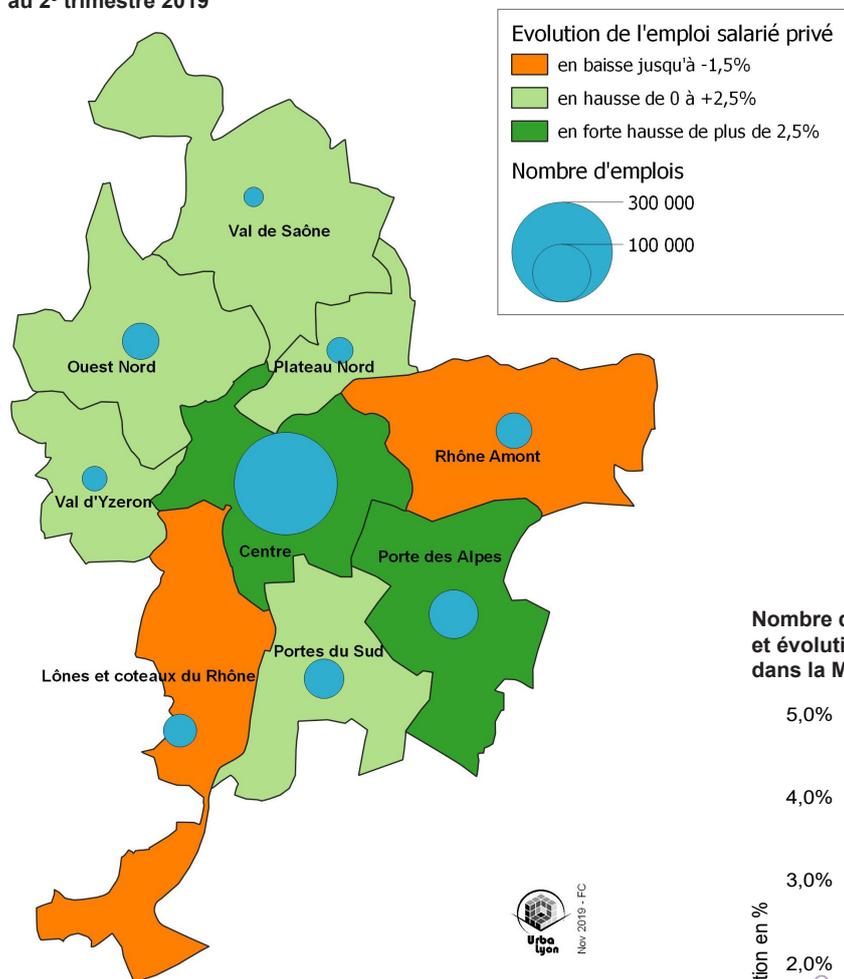
Dans la Métropole de Lyon, la plus forte hausse d'emplois concerne les services aux entreprises, la finance et l'immobilier : +4,0% sur un an, soit 8 000 salariés supplémentaires. Le bâtiment et les travaux publics sont également dynamiques (+3,6%). Les effectifs des établissements industriels poursuivent leur progression, avec près de 850 emplois supplémentaires en un an. Dans l'industrie, le rythme de croissance annuel de la Métropole de Lyon est supérieur de 0,5 point à l'évolution nationale (+1,1% contre +0,6%).

... qui profite à Porte des Alpes et au Centre

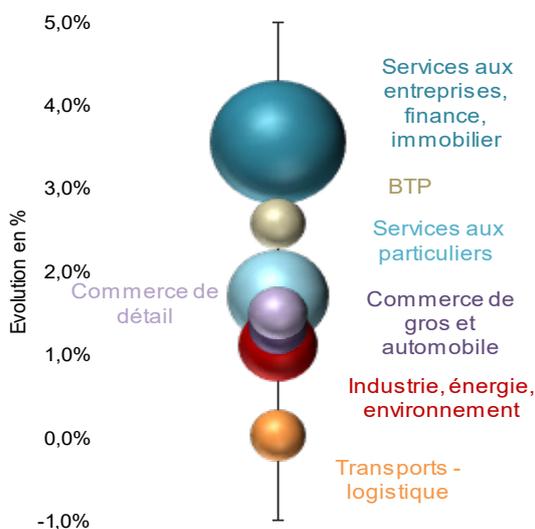
Les territoires de la Métropole de Lyon évoluent de façon contrastée. Le Centre, qui accueille 53% des effectifs salariés, enregistre une forte hausse (+3,2%), tirée par les services aux entreprises. Les créations d'emplois sont également dynamiques pour Porte des Alpes (+4,2%) avec une vive progression dans les services aux entreprises mais aussi dans le bâtiment et les travaux publics.

Deux territoires affichent un recul du nombre d'emplois salariés sur un an. Pour Rhône Amont (-1,4%), la baisse est alimentée par un recul très marqué des effectifs des établissements du transport et de la logistique. Pour Lômes et coteaux du Rhône (-1,6%), s'y ajoute une baisse de l'emploi dans l'industrie.

Les effectifs salariés dans la Métropole de Lyon au 2^e trimestre 2019



Nombre d'emplois salariés privés au 2^e trimestre 2019 et évolution annuelle par secteurs d'activité dans la Métropole de Lyon



La conjoncture artisanale en 2019

Une stabilisation après le rebond du deuxième trimestre

L'embellie observée au cours du deuxième trimestre par les entreprises artisanales se confirme : la saison estivale a été marquée par une conjoncture économique nettement favorable. Le niveau d'activité global est stable pour 65 % des entreprises et la part des entreprises en suractivité augmente de 1 point, avec une prévision globale à la hausse. Le chiffre d'affaires revient à un niveau comparable à celui du premier trimestre 2019 tandis que la trésorerie s'assouplit. Cette dynamique positive s'explique par une demande en augmentation constante qui génère une croissance de l'activité. Les prévisions pour la fin de l'année sont à la stabilisation : environ 70 % des entreprises prévoient une activité, un chiffre d'affaires et une trésorerie maintenus.

Alimentation : une conjoncture favorable

La légère baisse des indicateurs constatée au troisième trimestre s'inverse de manière très significative pour le niveau d'activité et le chiffre d'affaires. En effet, près de 83 % des artisans estiment que leur situation économique est moyenne, voire bonne, et 33 % constatent une hausse de leur chiffre d'affaires. Cependant, une légère baisse de la trésorerie est à constater.

Après une année positive sur le plan de la dynamique, les prévisions pour le quatrième trimestre sont également favorables, et seulement 14 % des répondants prévoient une baisse d'activité.

Bâtiment : une stabilité qui dure

L'importante croissance du trimestre précédent a laissé place à une stabilisation de l'activité. Environ 60 % des chefs d'entreprise considèrent que leur chiffre d'affaires et leur trésorerie se sont maintenus. La situation économique devrait suivre une évolution similaire au quatrième trimestre : 71 % des répondants comptent sur une activité normale pour la fin d'année, malgré le début de la saison hivernale.

Fabrication : légère baisse mais prévisions positives

Les indicateurs économiques marquent une légère baisse au troisième trimestre par rapport au trimestre précédent. 27 % des artisans estiment avoir fait face à une sous-activité. Cependant les prévisions sont plutôt positives, avec une stabilisation attendue de l'activité économique en fin d'année 2019, avec une demande de la clientèle constante et une trésorerie maintenue.

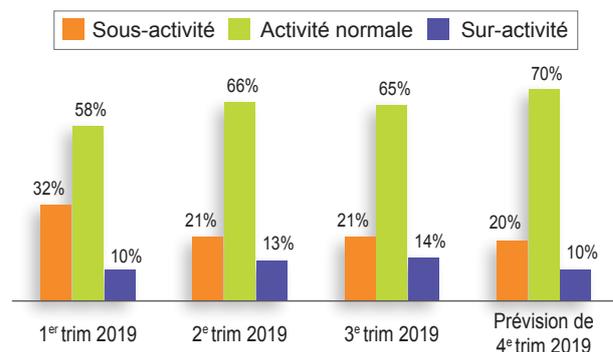
Services : un recul de l'activité

Les évolutions du deuxième trimestre n'ont pas été suivies d'une même dynamique au troisième trimestre. Alors que le niveau d'activité est stable et que les effectifs sont en hausse, la trésorerie et le chiffre d'affaires sont en baisse. Malgré cette situation, plus de 80 % des artisans estiment avoir connu une situation moyenne, voire bonne. Pour le quatrième trimestre, les chefs d'entreprise prévoient une stabilisation de la situation économique : 70 % d'entre eux attendent un maintien de leur niveau d'activité.

Chiffres clés du Rhône

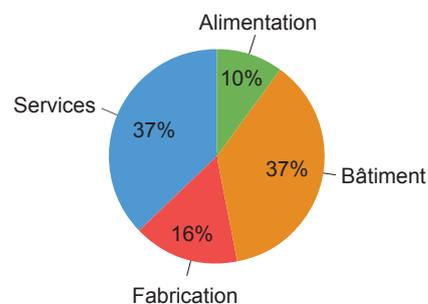
38 160	entreprises artisanales (dont 26 640 dans la Métropole de Lyon)
4 130	contrats d'apprentissage en cours
1 854	immatriculations pour
702	radiations au 3 ^e trimestre 2019

Niveau d'activité passée et prévisions



Source : CMA Lyon Rhône – Enquête Avisé – Novembre 2019

Répartition sectorielle des entreprises artisanales



Source : CMA Lyon Rhône – Novembre 2019

Note méthodologique

Le réseau des Chambres de Métiers et de l'Artisanat d'Auvergne-Rhône-Alpes réalise tous les trimestres une enquête de conjoncture auprès d'un échantillon représentatif des quatre secteurs d'activité de l'artisanat (alimentation, bâtiment, fabrication, services) et des 12 départements du territoire. Plus de 8 000 entreprises artisanales volontaires sont ainsi interrogées par courriel. Pour le 3^e trimestre 2019, 371 entreprises artisanales du Rhône ont répondu, dont 206 dans la Métropole de Lyon.

En savoir plus

Victor Mange : v.mange@cma-lyon.fr
Enquête Avisé : www.cma-lyon.fr/sinformer/avise-sinformer-pour-reussir

Définitions

- Les demandeurs d'emploi de catégorie A sont des personnes sans emploi inscrites à Pôle Emploi, tenues d'être disponibles et d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.
- Les demandeurs d'emploi de catégorie B et C sont des personnes tenues de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite (cat. B : moins de 78 heures au cours du mois) ou longue (cat. C : plus de 78 heures au cours du mois).
- Un chômeur de longue durée est un actif au chômage depuis plus d'un an
- DEFM : Demandeur d'emploi en fin de mois

Périmètre : Métropole de Lyon

Dans l'aire métropolitaine Lyon Saint-Etienne

Données à fin septembre 2019

	DEFM cat. A	DEFM cat. ABC
Métropole de Lyon	80 480 (-2,0 %)	129 100 (-1,9 %)
Saint-Etienne Métropole	23 040 (-1,9 %)	38 670 (-1,7 %)
Conseil départemental du Rhône	16 110 (-1,5 %)	29 160 (-1,4 %)
CAPI	5 630 (-3,4 %)	9 870 (-4,0 %)
Vienne Condrieu Agglomération	3 870 (-6,1 %)	6 550 (-4,8 %)

Source : STMT - Pôle Emploi - Dares, DEFM, données brutes. Evolution entre septembre 2018 et septembre 2019

Recul généralisé du chômage...

Fin septembre 2019, parmi les personnes inscrites à Pôle Emploi et tenues de rechercher un emploi, 80 480 sont sans emploi (catégorie A) et 48 620 exercent une activité réduite (catégories B et C), soit au total 129 100 personnes dans la Métropole de Lyon. Sur un an, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A enregistre une nette diminution de 2,0 %, proche de celle constatée à Saint-Etienne Métropole (-1,9 %), mais inférieure à celles de la Communauté d'agglomération Porte de l'Isère (-3,4 %) ou de la région Auvergne-Rhône-Alpes (-2,4 %). Il ne s'agit pas d'un recul lié à une reprise d'activité réduite et donc d'un transfert vers les catégories B et C : ces dernières sont également en baisse de 1,6 %.

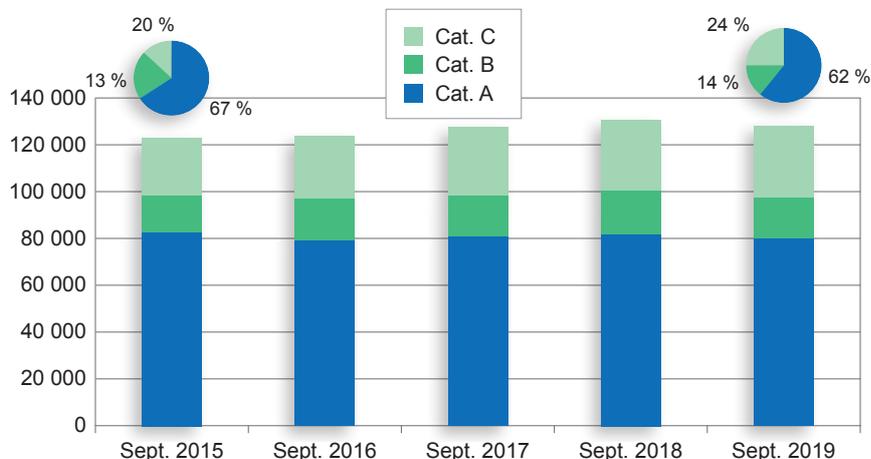
C'est la première fois depuis septembre 2008 que le chômage diminue en catégories A, B et C dans la Métropole de Lyon. Il y avait alors 67 230 demandeurs d'emploi.

...qui ne profite pas aux publics les plus fragiles

Certains profils de demandeurs d'emploi ne profitent pas de la baisse du chômage dans la Métropole de Lyon. Au sein des catégories A, B et C, le nombre de chômeurs augmente à nouveau pour les plus de 50 ans, qu'ils soient hommes ou femmes (+1,8 %), ainsi que pour ceux inscrits depuis plus de deux ans (+7,5 %). Les chômeurs de très longue durée, inscrits depuis plus de deux ans, représentent un quart des demandeurs d'emploi.

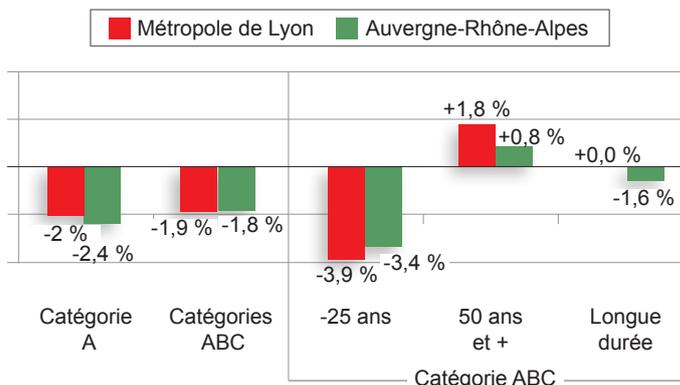
De même, le nombre de chômeurs ayant un droit ouvert au revenu de solidarité active (RSA) ou ceux résidant en quartier politique de la ville (QPV) est toujours en hausse, de respectivement +7,1 % et +4,4 %.

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi dans la Métropole de Lyon depuis cinq ans



Source : Pôle Emploi - STMT - Données brutes

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi en un an



Source : STMT - Pôle Emploi - Dares, DEFM, données brutes. Evolution entre septembre 2018 et septembre 2019

Le taux de chômage poursuit sa baisse au 2^e trimestre

Le taux de chômage de la Métropole de Lyon au deuxième trimestre 2019 s'établit à 8,2 %, soit un taux équivalent à celui de la France métropolitaine. Il est en baisse de 0,5 point en un an. Le taux de chômage est en revanche inférieur à l'échelle de la zone d'emploi de Lyon (7,5 %) et en Auvergne-Rhône-Alpes (7,3 %).

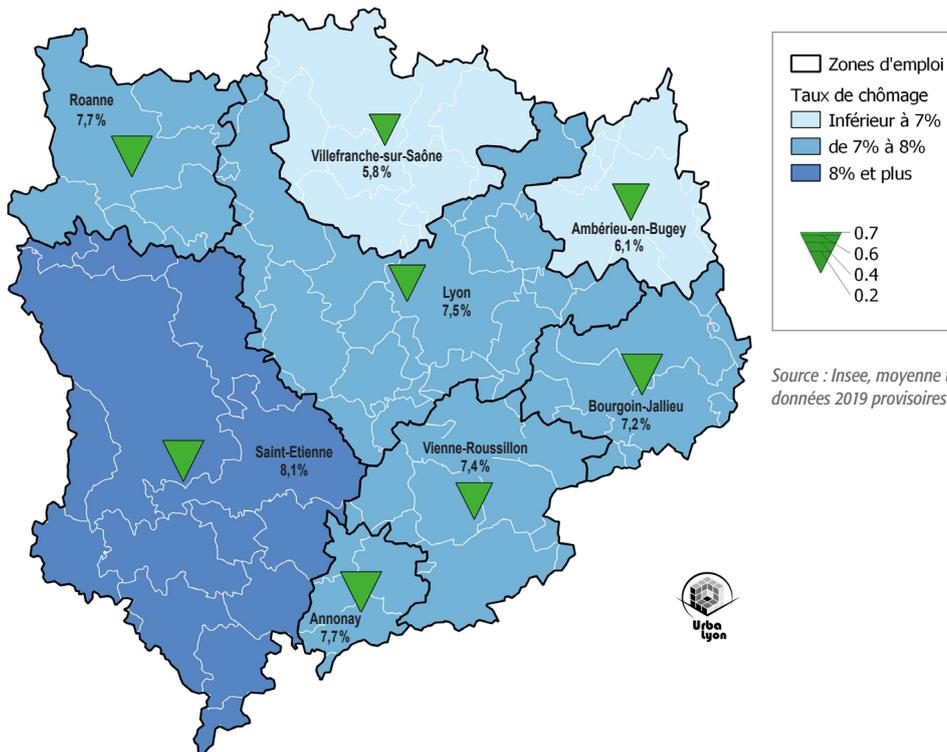
Dans l'aire métropolitaine Lyon Saint-Etienne

Toutes les zones d'emploi formant l'aire métropolitaine enregistrent une baisse du taux de chômage depuis un an, comprise entre 0,4 point à Villefranche-sur-Saône et 0,7 point à Roanne, Saint-Etienne et Bourgoin-Jallieu. Le taux de chômage le plus faible est enregistré dans la zone d'emploi de Villefranche-sur-Saône (5,8 %), le plus élevé à Saint-Etienne (8,1 %).

Définition

- Le **taux de chômage** est le rapport (en %) entre une estimation du nombre de chômeurs (au sens du Bureau international du travail - BIT) et la population active estimée au lieu de résidence. La population active comprend les personnes occupant un emploi et les chômeurs. Il est calculé trimestriellement par l'Insee à partir de l'enquête Emploi.

Taux de chômage par zone d'emploi au 2^e trimestre 2019 et évolution par rapport au 2^e trimestre 2018



Source : Insee, moyenne trimestrielle CVS, données 2019 provisoires



Les intentions d'embauche

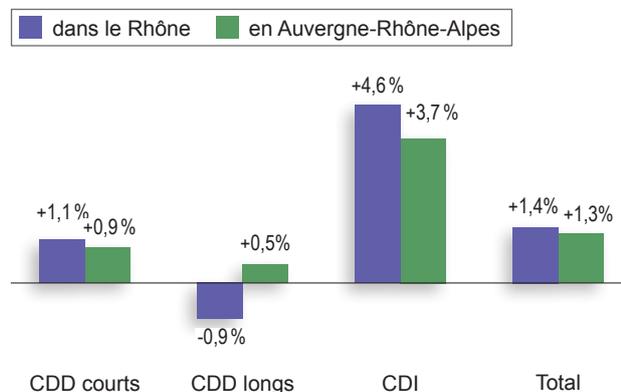
Les déclarations d'embauche toujours en hausse

Les déclarations d'embauche augmentent à nouveau au deuxième trimestre 2019, de +1,4% dans le Rhône et +1,3% en Auvergne-Rhône-Alpes par rapport au deuxième trimestre 2018. Dans le Rhône, 735 900 embauches ont été enregistrées, dont 45 800 contrat à durée indéterminée (CDI), soit 17%.

L'évolution globale masque un double phénomène de ralentissement des embauches à durée déterminée (-0,9% pour les CDD longs, de plus d'un mois) et de progression vive des embauches en CDI (+4,6%).

Au niveau régional, l'Urssaf indique que seul le secteur de l'industrie est orienté à la baisse (-1,8%). Le secteur de la construction est celui qui progresse le plus (+5,0%).

Evolution des déclarations d'embauche au 2^e trimestre 2019



Source : Acof-Urssaf. Evolution entre le 2^e trimestre 2018 et le 2^e trimestre 2019

Définition

Déclaration préalable à l'embauche (DPAE) : formalité obligatoire liée à l'embauche qui doit être effectuée par l'employeur dans les huit jours précédant l'embauche, quelles que soient la durée et la nature du contrat de travail (hors intérim).

Périmètre : circonscription départementale du Rhône (Métropole de Lyon et Rhône)

Les difficultés des entreprises

Les procédures collectives

Encore un léger recul des défaillances

Le nombre de défaillances d'entreprise s'affiche à nouveau en baisse au Tribunal de commerce de Lyon, dans la lignée des années précédentes. 936 jugements d'ouverture de procédure collective ont été prononcés entre janvier et septembre 2019, en retrait de 4 % par rapport à la même période en 2018. 85 % des procédures sont des liquidations judiciaires.

Les secteurs du commerce et de la construction sont les principales activités concernées et représentent à eux seuls près de la moitié des défaillances. Une légère hausse des défaillances est par ailleurs notée dans la construction.

Le nombre de salariés concernés par les procédures est élevé cette année (5 385 salariés depuis début 2019), du fait de la procédure de sauvegarde concernant une entreprise de taille importante, Toupargel.

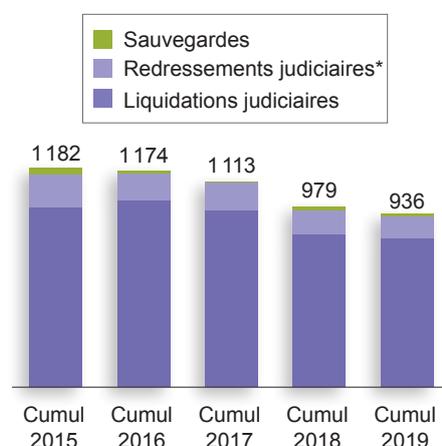
Définitions

Une défaillance d'entreprise correspond à l'ouverture d'une procédure de sauvegarde, de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire (y compris rétablissements professionnels mais hors résolutions de plans). Ces procédures interviennent lorsqu'une entreprise est en état de cessation de paiement.

La prévention des difficultés des entreprises passe par deux procédures, le mandat ad hoc (confidentiel) et la conciliation (règlement amiable).

Périmètre : ressort du Tribunal de commerce de Lyon

Procédures collectives sur les 9 premiers mois de l'année



Source : Tribunal de commerce de Lyon.
Cumul de janvier à septembre.
* Y compris les résolutions de plan

Prévention et procédures collectives au Tribunal de commerce de Lyon

(en nombre d'entreprises, y compris les micro-entrepreneurs)

	Cumul 2018	Cumul 2019
Prévention		
Mandats ad hoc	77	46
Conciliations	84	83
Total des procédures	979	936
Salariés concernés		
Sauvegardes	24	15
Redressements judiciaires	126	112
Liquidations judiciaires*	829	809
Total	2 489	5 385

Source : Tribunal de commerce de Lyon
* Y compris les résolutions de plan

Les difficultés de paiement

Une hausse des montants concernés

Entre mai et juillet 2019, 359 entreprises du Rhône se sont vu accorder un délai de paiement de la part de l'Urssaf, pour un montant moyen de 5 760 euros. Le nombre d'entreprises est en baisse par rapport à la même période l'année précédente (-12 %), particulièrement dans les services et l'hébergement-restauration. En revanche, une progression des incidents est enregistrée dans le commerce (+19 %). Le montant cumulé des paiements concernés est en forte hausse (+59 % tous secteurs confondus), tout particulièrement dans l'industrie.

Entre mai et juillet 2019, 359 entreprises du Rhône se sont vu accorder un délai de paiement de la part de l'Urssaf, pour un montant moyen de 5 760 euros. Le nombre d'entreprises est en baisse par rapport à la même période l'année précédente (-12 %), particulièrement dans les services et l'hébergement-restauration. En revanche, une progression des incidents est enregistrée dans le commerce (+19 %). Le montant cumulé des paiements concernés est en forte hausse (+59 % tous secteurs confondus), tout particulièrement dans l'industrie.

Définition

En cas de difficultés de paiement, les entreprises peuvent demander aux Urssaf de leur accorder un délai pour s'acquitter de leurs cotisations. La réglementation détermine si ces demandes sont recevables et dans l'affirmative, permet à l'Urssaf, en fonction de la situation de l'entreprise, de décider de l'accord du délai.

Périmètre : circonscription départementale du Rhône (Métropole de Lyon et Rhône)

Suivi des délais de paiement accordés par l'Urssaf dans le Rhône

Données sur trois mois glissants (mai à juillet 2019)	En nombre		En montant en k€		Montant moyen en €
	Evolution *	Evolution *			
Industrie	34	+3 %	1 268,3	+354 %	37 302
Construction	49	-14 %	444,0	-13 %	9 061
Commerce	57	+19 %	327,2	+38 %	5 741
Hébergement-restauration	45	-18 %	401,1	+109 %	8 914
Autres services	174	-17 %	3 318,5	+42 %	19 072
Total	359	-12 %	5 759,2	+ 59 %	16 042

Source : Acoess - Urssaf

* Evolutions sur 3 mois glissants par rapport à la même période de l'année précédente (mai à juillet 2019 comparé à mai à juillet 2018)

L'immobilier d'entreprise

Les marchés restent très dynamiques

Les marchés de l'immobilier d'entreprise de la région lyonnaise enregistrent des tendances très favorables.

Avec déjà près de 324 000 mètres carrés placés, une nouvelle année record s'annonce sur le marché des bureaux. L'arrivée massive de produits neufs disponibles a dynamisé le marché, représentant près de 70 % de la demande placée. Si le nombre de transactions est stable par rapport à l'an passé, les surfaces concernées sont en hausse (+32%), alimentées par quelques transactions de très grande taille (notamment

Framatome à Gerland, pour 27 000 m²). Gerland arrive ainsi en tête des quartiers (25 % des surfaces), suivi par la Part-Dieu (18 %) et Vaise (10 %).

Le marché des locaux industriels est également très actif, avec plus de 280 000 m² placés. La forte augmentation du nombre de transactions (+22%) témoigne d'un très grand dynamisme du marché, porté par des surfaces plus modestes que l'an passé (environ 950 m² en moyenne, contre 1 250 m² en 2018).

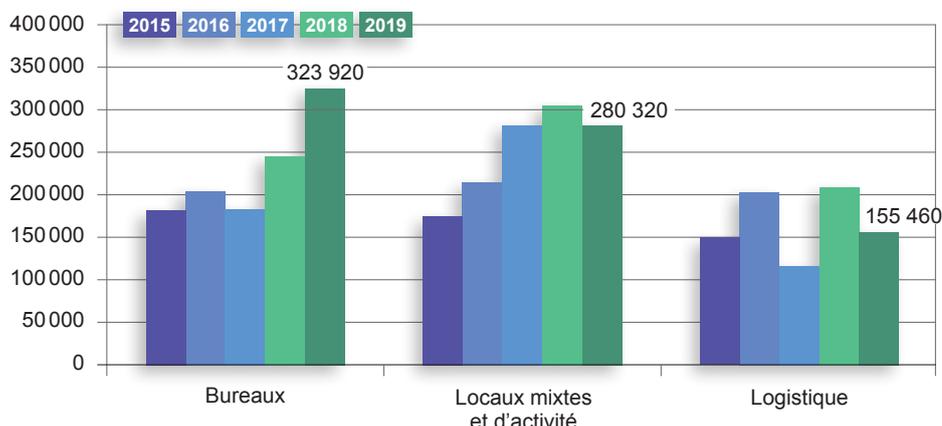
Le marché de la logistique reste orienté à la baisse, en raison non pas d'une contraction de la demande, mais du fait d'une absence d'offres et de possibilités foncières.

Définition

L'observatoire du Cecim (Centre d'études de la conjoncture immobilière de la région lyonnaise) publie tous les trimestres une analyse globale du marché de l'immobilier d'entreprise : ventes et locations, ancien ou neuf, à utilisateur ou investisseur, par type de locaux (bureaux, activité, logistique).

Périmètre : région lyonnaise (périmètre d'étude du Cecim)

Immobilier d'entreprise en région lyonnaise : demande placée depuis le début de l'année (en m²)



Source : CecimObs. Cumul de janvier à septembre

Le logement neuf

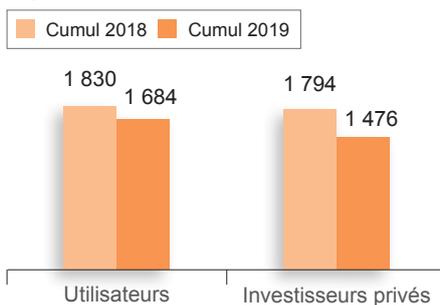
Un manque d'offre disponible

Entre janvier et septembre 2019, 3 160 réservations de logements collectifs neufs ont été signées dans la Métropole de Lyon dans le secteur marchand. Ce résultat, en retrait de 13 % par rapport à la même période l'an passé, est lié à la fois au fort recul des réservations de la part des investisseurs, qui achètent pour louer (-18%), mais aussi à celui des acheteurs utilisateurs (-8 %).

Malgré un léger sursaut des mises en vente depuis l'entrée en vigueur du nouveau PLU-H, le renouvellement du marché est insuffisant et le nombre de logements disponibles recule à nouveau (-7 % à fin septembre 2019). Par ailleurs,

la hausse continue des prix crée un effet ciseaux défavorable : les acquéreurs utilisateurs perdent en solvabilité et les investisseurs se posent la question de la rentabilité de leur projet d'achat.

Répartition des réservations depuis le début de l'année



Source : CecimObs - cumul de janvier à septembre

Définition

L'observatoire du Cecim réalise un suivi de l'ensemble des programmes neufs de logements en cours de commercialisation : mises en vente, stocks, réservations, type d'acquéreur, prix... Seuls les logements collectifs sont ici conservés. Le marché des logements anciens, trop dispersé, n'est pas compris dans cette observation.

Périmètre : Métropole de Lyon

Investissements industriels

Dowell & Yidai

Cosmétique à façon – Blyes (01)

Ouverture d'une usine en France pour la co-entreprise chinoise ; 80 emplois créés d'ici trois ans.

Fives intralogistics

Solutions de manutention pour la logistique – Grigny

Construction d'un nouveau siège social à Chasse-sur-Rhône, pour 150 salariés et avec 4 000 m² de bâtiment industriel et 2 000 m² de bâtiment tertiaire ; 9 M€ investis.

MDP – maxon France

Motorisation et mécatronique – Neyron (01)

Annnonce de la construction d'un centre d'innovation et de production à Beynost (01) ; 10 M€ investis.

Paprec

Traitement des déchets - Chassieu

Inauguration d'un centre de tri ultra-moderne ; 25 M€ investis.

Investissements logistiques

Amazon

E-commerce – Satolas-et-Bonce (38)

Ouverture d'un nouveau centre de tri de 34 000 m² ; 100 emplois créés.

Arrow Génériques

Laboratoire pharmaceutique – Lyon 7

Construction d'une plateforme logistique de 25 000 m² sur une parcelle de 6,6 hectares à Saint-Vulbas (01).

LPA, Poste Immo, Serl, Banque des territoires

Groupement - Lyon 7

Lauréat de l'appel à projets de l'hôtel logistique du Port de Lyon (28 000 m² en 2 bâtiments) ; 40 M€ investis d'ici fin 2021.

Procédures collectives

Biom'Up

Dispositifs médicaux - Saint-Priest

Redressement judiciaire



Immobilier tertiaire

Bayer

Protection des plantes – Lyon 9

Inauguration d'un nouveau laboratoire d'analyse de résidus phytosanitaires, à La Dargoire ; 2,8 M€ investis.

Gattefossé

Excipients pharmaceutiques et cosmétiques – Saint-Priest

Annnonce de la construction d'un nouveau bâtiment tertiaire sur le site de Saint-Priest ; 2 à 4 M€ investis.

Solvay

Chimie de spécialité – Saint-Fons

Abandon du projet de reconstruction du centre de recherche mondial et de l'investissement de 100 M€ annoncé.

TechnoAlpin

Technologies d'enneigement - Dardilly

Nouveau siège administratif (50 salariés) et centre de formation ; 4 M€ investis.

Levées de fonds

Agicap

Logiciel de gestion de trésorerie - Lyon 9

Levée de 2,4 M€ pour accélérer sa croissance et recruter.

Alizé Pharma 3

Développement de médicaments biotechnologiques – Ecully

Levée de 67 M€ pour poursuivre le développement de ses produits et réaliser des acquisitions.

Boostheat

Chaudières à gaz nouvelle génération – Vénissieux

Entrée en Bourse sur Euronext Paris, environ 35 M€ levés pour se déployer à l'international et poursuivre la R&D.

Wizacha / Wizaplace

Edition de logiciels pour la création de marketplaces – Lyon 9

Levée de 13 M€ pour internationaliser son offre et recruter.

Yseop

Logiciels basés sur l'intelligence artificielle – Lyon 3

Levée de 8,3 M€ pour se développer aux Etats-Unis.

Note méthodologique

Sélection d'événements concernant les établissements de l'aire urbaine de Lyon, d'août à octobre 2019

La balance commerciale se redresse

Au troisième trimestre 2019, le solde commercial du Rhône s'améliore assez nettement par rapport au trimestre précédent, pour s'établir à -1,38 milliards d'euros. Ce redressement s'explique avant tout par la baisse marquée des importations (-9%), alors que les exportations sont en léger recul (-4%). Les principaux produits importés sont les machines et équipements d'usage général (9% du total des importations), les hydrocarbures et les produits pharmaceutiques (8% chacun). Les principaux produits exportés sont les produits chimiques de base (12%), les produits chimiques divers (11%) et les produits pharmaceutiques (9%). Les produits de la construction automobile reculent de la troisième à la cinquième place.

Un renforcement des échanges avec l'Allemagne

Les trois premiers pays vers lesquels le Rhône exporte sont l'Allemagne (13% des exportations sur un an glissant), l'Italie et l'Espagne (10% chacun). A noter que le Canada fait son entrée dans le top 10 des pays destinataires des exportations rhodaniennes. Côté importations, les principaux pays d'origine sont l'Allemagne (18% des importations), l'Italie (11%) et la Chine (10%).

Le Rhône est le principal contributeur de la région Auvergne-Rhône-Alpes : il représente 24% des exportations et 32% des importations de la région.

Définitions

Les résultats de la balance commerciale sont suivis chaque mois par le service statistique des Douanes. Ne sont comptabilisés que les échanges de marchandises (et non de services), hors échanges de matériel militaire. Les échanges de gaz naturel et d'électricité sont attribués par convention à la région Ile-de-France et au département de Paris (75). Il n'y a pas de correction de variations saisonnières.

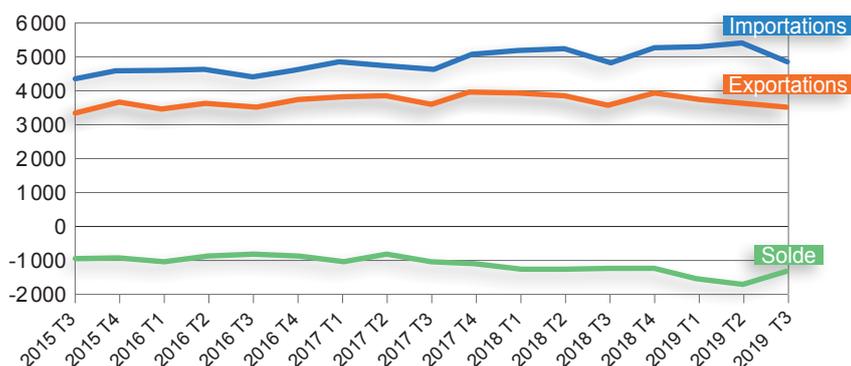
A l'exportation, c'est le département d'exportation des marchandises qui est mentionné (et non pas le département du siège social de l'entreprise qui exporte). A l'importation, c'est le département de destination réelle des marchandises importées qui est indiqué (et non le département du siège social de l'importateur).

Périmètre : circonscription départementale du Rhône (Métropole de Lyon et Rhône)

Dans l'aire métropolitaine lyonnaise

Les quatre départements de l'aire métropolitaine lyonnaise contribuent largement au commerce extérieur d'Auvergne-Rhône-Alpes : ils comptent pour 67% des exportations et 71% des importations. Comme le Rhône, la Loire exporte en premier lieu des produits chimiques de base (15% du total des exportations du département). Les premiers produits exportés par l'Isère sont les matériaux électriques et les machines à usage spécifique (10% chacun). Dans l'Ain, ce sont les composants et cartes électroniques (24% du total des exportations du département).

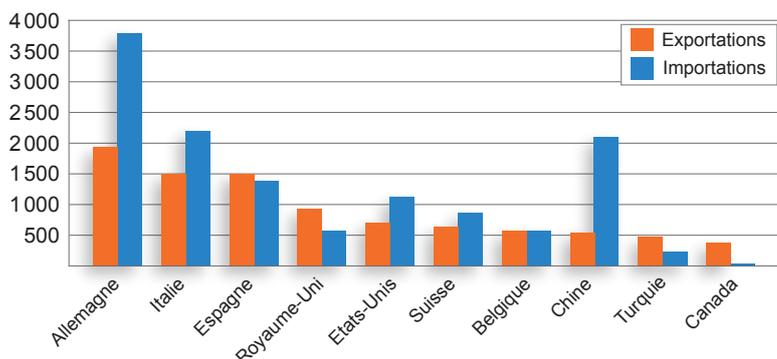
Evolution du commerce extérieur du Rhône (en millions d'euros)



Source : Douanes françaises, résultats de septembre 2019

Palmarès des pays commerçant avec le Rhône

Par ordre décroissant de montant d'exportations depuis le Rhône (en millions d'euros)

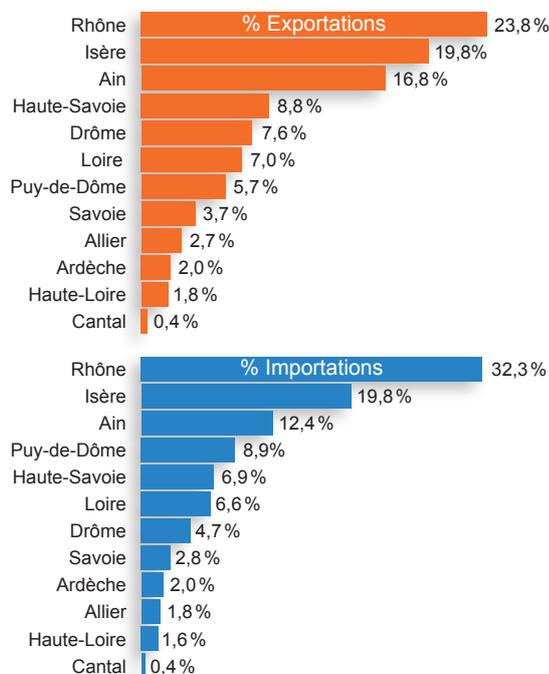


Source : Douanes françaises, résultats de septembre 2019. Cumul sur un an glissant (du 4^e trimestre 2018 au 3^e trimestre 2019).

Les cinq produits les plus exportés depuis le Rhône

	Valeur (M€)	Part dans les exportations	Rang antérieur*
Produits chimiques de base, produits azotés	1 706	11,7 %	2
Produits chimiques divers	1 661	11,4 %	1
Produits pharmaceutiques	1 264	8,6 %	4
Machines et équipements d'usage général	1 140	7,8 %	5
Produits de la construction automobile	1 014	6,9 %	3

Part des départements dans les échanges extérieurs régionaux



Source : Douanes françaises, résultats de mars 2019. Cumul sur un an glissant (du 4^e trimestre 2018 au 2^e trimestre 2019)

Source : Douanes françaises, résultats de septembre 2019. Cumul sur un an glissant (du 4^e trimestre 2018 au 3^e trimestre 2019). Valeur en millions d'euros

* Comparaison avec le cumul du 4^e trimestre 2017 au 3^e trimestre 2018

Les grands chiffres à retenir

Emploi salarié total
904 850 emplois (+1,8 %)

Insee, Rhône, 2^e trimestre 2019

Taux de chômage
8,2 %

Insee, Métropole de Lyon, 2^e trimestre 2019

Immobilier de bureaux
323 920 m² placés (+32 %)

Cecim, janvier à septembre 2019

Les évolutions se rapportent à la même période un an auparavant

Nous remercions

l'Aderly Invest in Lyon,
la Banque de France,
le Cecim,
la Chambre de métiers et de l'artisanat du Rhône,
l'Insee,
la Métropole de Lyon,
Pôle Emploi,
l'Urssaf
pour leur participation à l'élaboration de cette publication.

Les travaux de l'Observatoire partenarial lyonnais en économie sont l'expression d'un partenariat entre

la Métropole de Lyon,
la Ville de Lyon,
la CCI Lyon Métropole Saint-Etienne Roanne,
le Medef Lyon-Rhône,
l'Université de Lyon,
la Chambre de métiers et de l'artisanat du Rhône,
la CPME,
Pôle Emploi,
l'Aderly,
le Cecim,
Vienne Condrieu Agglomération,
le Pôle métropolitain,
Onlylyon Tourisme et Congrès et
l'Agence d'urbanisme de l'aire métropolitaine lyonnaise,

en association avec

le Sgar,
l'Insee,
la Banque de France,
l'Urssaf,
la Caisse des Dépôts et Consignations et
la Direccte du Rhône.



Agence d'**Urbanisme** de l'aire
métropolitaine **lyonnaise**

Tour Part-Dieu, 23^e étage
129 rue Servient - 69326 Lyon Cedex 03
Tél. 04 81 92 33 00
www.urbalyon.org

Métropole de Lyon, Etat, Département du Rhône, Sepal, Sytral, Epora, Pôle Métropolitain, Communautés d'agglomération Annonay Rhône Agglo, du Bassin de Bourg en Bresse, Porte de l'Isère, Vienne Condrieu agglomération, Communautés de communes de l'Est lyonnais, de la Dombes, de la Vallée du Garon, des Monts du Lyonnais, des Vallons du Lyonnais, du Pays de l'Arbresle, du Pays de l'Ozon, Communes de Bourgoin-Jallieu, de Lyon, de Romans-sur-Isère, de Saint-Priest, de Tarare, de Vaulx-en-Velin, de Vénissieux, de Villeurbanne, Syndicats mixtes des Scot de l'Ouest lyonnais, de la Boucle du Rhône en Dauphiné, des Rives du Rhône, du Beaujolais, du Nord-Isère, du Val de Saône-Dombes, Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, Agence régionale de santé, Caisse des dépôts et consignations, Chambre de commerce et d'industrie Lyon Métropole-Saint-Etienne-Roanne, Chambre de métiers et de l'artisanat du Rhône, Grand Lyon Habitat, Lyon Métropole Habitat, Syndicat mixte de transports de l'aire métropolitaine lyonnaise, Syndicat mixte Plaines Mont d'or, Syndicat mixte du Grand Parc Miribel Jonage

Directeur de la publication : **Damien Caudron**

Référént : **Clarisse Garin-Hameline** 04 81 92 33 40 c.garinhameline@urbalyon.org

Infographie : Agence d'urbanisme

Photo couverture : Les tours de Lyon, Agence d'urbanisme, MP Ruch 2018

ISSN 0753-3454